

PÔLE MAINTIEN À DOMICILE

Un accompagnement de proximité



LIVRET D'ACCUEIL



Aide à domicile
Portage de repas

10 rue de Verdun - CS 60 111
53103 Mayenne cedex

02 43 30 47 84 • 02 43 30 48 51
aideadom@mairie-mayenne.net

Service agréé par la DIRECCTE Pays de la Loire,
unité territoriale de la Mayenne
N° SAP : 265 301 218, du 19 octobre 2014
Édition : juillet 2020

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est un véritable moteur de la solidarité dans la Ville de Mayenne. Il collabore avec toutes les institutions et associations caritatives, pour lutter contre toutes les formes d'exclusion, favoriser la cohésion sociale et rechercher les réponses les plus pertinentes aux besoins exprimés par la population.



À Mayenne il est organisé en 3 pôles :

- *L'hébergement des personnes âgées,*
- *Le maintien à domicile*
- *L'action sociale*

Ce sont des services de proximité à l'écoute des habitants pour répondre très concrètement à leurs demandes. A Mayenne, plus de cinquante agents travaillent quotidiennement pour aider, orienter, accompagner et soutenir ceux qui en ont besoin. Nous avons la chance de vivre dans une ville à taille humaine, le CCAS est notre outil pour améliorer quotidiennement la vie des habitants. Les demandes sont très diverses : démarches administratives, budget, logement, santé, alimentation, loisirs, maintien à domicile...

Pour les personnes fragilisées par une perte d'autonomie ou en situation de handicap, le CCAS propose des services de maintien à domicile et des portage de repas. Tous ces services sont adaptés aux besoins et aux choix de vie des personnes.

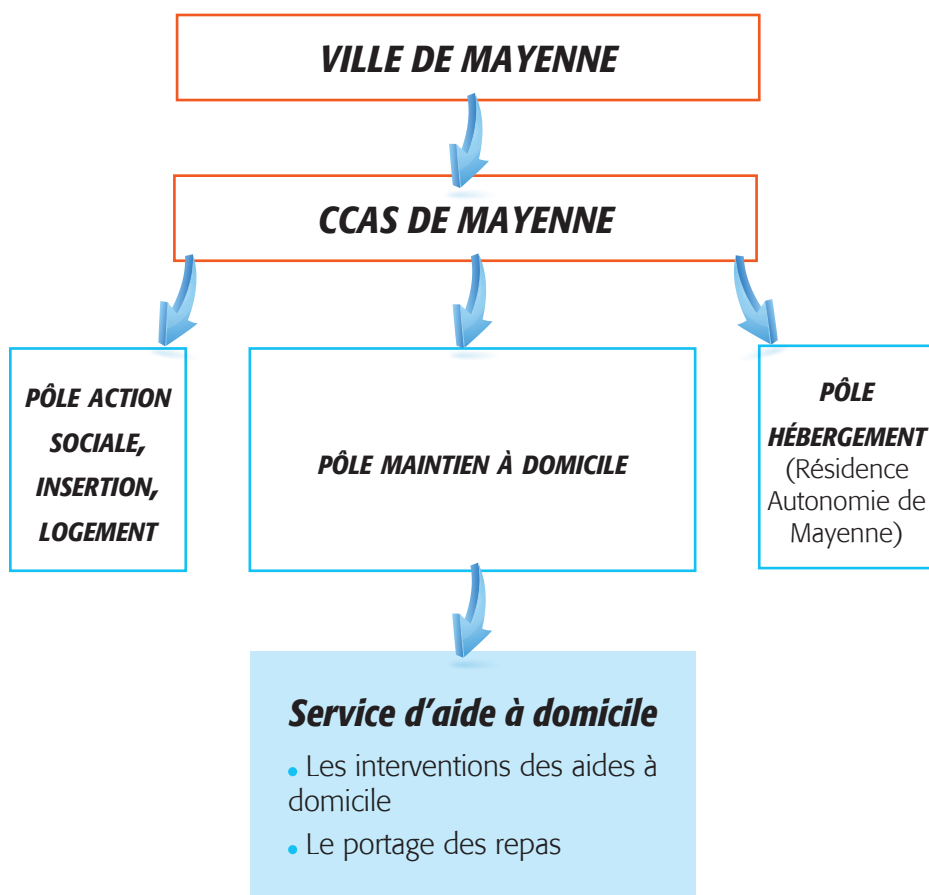
Vous pouvez compter sur l'engagement des agents de notre CCAS pour faciliter votre quotidien.

Jean-Pierre Le Scornet
Maire de Mayenne, Président du CCAS

PRÉSENTATION

Ce présent livret d'accueil est destiné aux personnes qui vont bénéficier des interventions d'une aide à domicile du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Les interventions des aides à domicile sont l'un des services proposés par le « Pôle Maintien à Domicile » du CCAS de Mayenne. Ce dernier est un établissement public communal.



Tous les services du CCAS sont situés à la Mairie de Mayenne, 10 rue de Verdun.

L'ACCUEIL

Le service d'aide à domicile est situé au rez-de-chaussée de la Mairie de Mayenne dans le prolongement du service « Relations avec le public ». Les bureaux sont ouverts au public **du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30.**

Attention, le service administratif est fermé au public tous les jeudis après-midi.

N'hésitez pas à prendre rendez-vous.

- Tel. secteur Mayenne Ouest : 02.43.30.47.84
- Tel. secteur Mayenne Est : 02.43.30.48.51
- Mail : aideadom@mairie-mayenne.net

LE PUBLIC

Le service d'aide à domicile s'adresse aux personnes :

- de plus de 60 ans en perte d'autonomie ;
- en situation de handicap et / ou en difficulté sociale ;
- ayant ponctuellement une incapacité physique (suite à un traitement ou à une sortie d'hospitalisation) ;
- **et** domiciliées sur la Ville de Mayenne.

LES OBJECTIFS

- accompagner et parfois stimuler la personne dans les gestes qu'elle ne peut plus accomplir, ou difficilement, sans toutefois faire les choses à sa place pour préserver son autonomie ;
- favoriser le bien-être de la personne en veillant à ses besoins physiologiques et contribuer à son épanouissement par un soutien moral ;
- s'adapter aux besoins de la personne en respectant son choix de vie et ses habitudes ;
- contribuer à la sécurité physique de la personne en participant à la prévention des accidents domestiques ;
- soutenir la famille et les aidants ;
- contribuer au maintien du lien social et participer à lutter contre l'isolement ;

Le service contribue au maintien à domicile des personnes âgées et handicapées, en apportant également :

- une aide à la réalisation des actes de la vie quotidienne tout en préservant l'autonomie ;
- un soutien moral visant à maintenir les liens sociaux, et ce conformément à la charte des droits et libertés de la personne accueillie.

Aurélien Angot
Directeur du CCAS

Anne Garnier
Responsable du pôle Maintien à Domicile

Elle assure la gestion du service, encadre le personnel et assure la médiation en cas de conflits.

Les référentes de secteur :
Hélène Bourny (Mayenne ouest)
Noëllie Faucon (Mayenne est)
Fabienne Gautier (Polyvalence et tutorat)

Elles accueillent et informent les personnes et leurs proches sur les prises en charge des différents organismes. Elles évaluent les besoins des personnes et établissent les plannings en fonction des plans d'aide.

L'agent chargé du suivi de la facturation :
Isabelle Leite

Elle contrôle les informations issues de la télégestion, elle calcule le nombre d'heures pour le service des Ressources Humaines et établit la facturation auprès des caisses et des usagers.

Les aides à domicile et auxiliaires de vie

Elles interviennent auprès des personnes âgées ou handicapées pour les aider dans les actes de la vie quotidienne afin de favoriser leur autonomie et contribuer à leur maintien à domicile.

LES PRESTATIONS

Les interventions des aides à domicile peuvent comporter les prestations suivantes :

L'accompagnement dans les actes essentiels de la vie

- aide aux repas
- aide aux courses
- aide à la toilette
- aide à l'habillage / déshabillage
- aide aux transferts et aux déplacements

L'entretien du cadre de vie

- entretien du logement
- entretien du linge (lessive, repassage...)
- réfection du lit
- nettoyage de la vaisselle
- rangement

L'aide à la personne

- accompagnement à la promenade
- stimulation de la personne dans ses activités quotidiennes
- aide à la personne dans ses démarches simples (sauf transactions financières)

PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE

SCHÉMA D'INTERVENTION

Accueil de l'usager (téléphonique ou physique)

Analyse de la demande et préparation de l'intervention

- évaluation des besoins
- établissement d'un devis estimatif
- constitution d'un dossier de prise en charge financière et transmission aux caisses de retraite, mutuelles ou Conseil Général (APA)

Accord de l'organisme

intervention avec une prise en charge financière d'un organisme

ou

Refus de l'organisme

intervention possible. Les heures sont facturées à plein tarif

Mise en place de l'intervention avec l'établissement des plannings des aides à domicile

Suivi de l'intervention

La préparation de l'intervention

Les référents de secteur vous reçoivent ou se déplacent à votre domicile pour étudier vos besoins, constituer un dossier de prise en charge financière et un devis estimatif. L'évaluation des besoins de la personne porte sur l'accompagnement dans les actes essentiels de la vie quotidienne, l'entretien du cadre de vie et l'aide à la personne.

Démarches administratives et financements

Les responsables de secteur étudient avec la personne et/ou son entourage les possibilités de prise en charge.

Pour les personnes de plus de 60 ans

En fonction du degré de dépendance évalué à partir de la grille AGGIR (Autonomie Gérontologie Groupes Iso-Ressources), un dossier de demande d'aide financière est établi.

+ 60

- **pour un GIR (Groupe Iso-Ressource) de 1 à 4**, un dossier d'allocation personnalisée à l'autonomie (APA) est constitué, comprenant les pièces suivantes : copie du livret de famille ou de la carte d'identité, avis d'imposition, relevé de taxe foncière, un certificat médical et un relevé d'identité bancaire. Ce dossier est ensuite envoyé au Conseil Général pour décision.
- **pour un GIR de 5 ou 6**, la demande est transmise pour décision à la caisse de retraite principale (c'est à dire où le retraité a validé le plus grand nombre de trimestres de cotisation).
- par ailleurs certaines caisses de retraite proposent un dispositif permettant l'octroi d'interventions à la sortie d'une hospitalisation.

Pour les personnes de moins de 60 ans

Un dossier d'aide sociale peut être constitué à condition que les ressources de la personne ne dépassent pas le plafond légal. Pour les personnes handicapées, une demande de Prestation de Compensation Handicap peut être formulée sous certaines conditions. Elle permet de financer des interventions d'aide à la personne uniquement.

- 60

Pour les sorties d'hospitalisation, les mutuelles peuvent prendre en charge quelques heures d'aide à domicile (selon le contrat de la personne)

Organisation de l'intervention

Les référentes de secteurs organisent les interventions en fonction des besoins de la personne et du planning des intervenants.

L'information de l'utilisateur et de l'intervenant

Avant la première intervention, le service informe l'utilisateur, par téléphone, de l'identité de l'aide à domicile, des jours et horaires des interventions. Un planning lui est adressé en début de mois.

Les tarifs

Les tarifs des différentes prestations assurées par le CCAS figurent dans le document annexe joint au présent livret d'accueil.

Ces tarifs sont présentés avant déduction d'aides éventuelles.

Avantage fiscal : crédit d'impôt

Les interventions ouvrent droit à un crédit d'impôt de 50 % des sommes versées restant à charge (selon les dispositions de la loi de finances en vigueur).

Une attestation est délivrée chaque année à l'utilisateur.

LES PARTENAIRES

Dans le souci d'une prise en charge adaptée des personnes, le service d'aide à domicile intervient en lien avec de nombreux partenaires.

Les partenaires financiers :

- les caisses de retraites (CARSAT, MSA, autres...)
- les mutuelles
- le Conseil départemental dont les services chargés de l'APA et de l'aide sociale

Les partenaires professionnels de santé :

- les médecins libéraux et hospitaliers
- les infirmiers libéraux
- le service de soins infirmiers à domicile (SSIAD)

Les partenaires sociaux :

- les assistants(es) sociaux(ales)
- les services tutélaires (UDAF, ATMP)

La Maison départementale de l'Autonomie

Accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées

Des informations pourront être transmises entre ces partenaires professionnels dans le respect de la vie privée des usagers, et dans la limite des informations nécessaires au bon déroulement des interventions des aides à domicile.

LE RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

Les droits des usagers

- les informations recueillies pour la constitution de votre dossier font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au service d'aide à domicile, à votre organisme social financeur et/ou Conseil Général (APA, aide sociale).

- Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez adresser votre demande par courrier au service d'aide à domicile.
- Sachez que le service est soucieux de connaître votre avis sur les prestations dont vous bénéficiez. Dans ce sens, vous serez sollicité pour répondre à ses enquêtes.

- ***En cas de difficulté, n'hésitez pas à prendre contact avec le service.***

Le service enregistre toutes réclamations, et s'engage à y répondre dans les meilleurs délais.

- ***En cas de litige persistant***, vous ou votre représentant légal peut faire appel en vue de faire valoir vos droits, à une ***personne qualifiée*** du département. La liste de ces personnes figure dans l'arrêté du 17 janvier 2017 (annexe 2).

Les devoirs des usagers

Vous adopterez un comportement respectueux à l'égard du personnel du service. Le service interviendra si les conditions d'hygiène et de sécurité sont satisfaisantes. Vous et/ou vos proches fournirez les indications utiles au personnel pour les interventions au domicile. Vous mettrez à disposition l'équipement, le matériel et les produits nécessaires et adaptés au bon déroulement des interventions.

Les interventions doivent être réalisées en votre présence afin de créer une relation d'aide et de confiance. Aussi, vous veillerez le plus possible à limiter les visites pendant ces interventions.

Le service reste votre interlocuteur pour tous renseignements concernant les plannings, les modalités d'interventions, toutes les informations doivent être transmises au service. Vous ne devez en aucun cas téléphoner directement à votre aide à domicile.

Le suivi des interventions

Il est assuré par les référentes de secteur. Les aides à domicile travaillent en équipe et doivent rendre compte de leur action auprès du service, cette action est évaluée par la hiérarchie.

Les horaires des interventions

Le service vous contacte pour la mise en place de l'aide. Il intervient actuellement :

- du lundi au vendredi, de 7 h à 21 h
- le week-end et les jours fériés

La durée minimale d'intervention est fixée à 30 minutes.

Le service convient avec vous d'un horaire d'intervention. Le changement des horaires ne peut se faire qu'avec l'accord du service. Il se peut que les horaires soient modifiés pour des raisons d'organisation du service. En cas de changement, vous serez informé.

Le planning est organisé en tenant compte des temps de trajet des intervenants, mais en fonction des aléas de la circulation ou du travail, les heures d'arrivée peuvent varier de 5 à 15 minutes. Dans tous les cas, le temps de la prestation sera respecté.

Les absences

En cas d'absence de l'aide à domicile, vous serez prévenu, et un remplacement vous sera proposé.

Si vous vous absentez (hospitalisation, séjour, vacances...), il est important de prévenir le service au plus tôt pour permettre une réorganisation des plannings. En cas de non respect de cette clause, l'intervention vous sera facturée.

Les interventions des week-end et jours fériés

Le service peut intervenir les samedis, dimanches et jours fériés en l'absence et/ou en complément des aidants familiaux. Ces interventions s'adressent principalement aux bénéficiaires de l'aide personnalisée à l'autonomie (APA) et uniquement pour les actes essentiels de la vie quotidienne (toilette, habillage, aide aux repas...). Le service ne se substitue pas à la solidarité familiale.

Les déplacements

Ils sont réalisés sous la responsabilité du service. Lorsque les aides à domicile utilisent leur véhicule personnel, les déplacements pour les courses et rendez-vous vous sont facturés 0,40 €/km.

LES SITUATIONS EXCEPTIONNELLES

Dans le cas où l'aide à domicile constaterait, à son arrivée à votre domicile, que votre état de santé nécessite l'intervention d'un médecin, elle contactera immédiatement votre médecin et/ou les urgences.

Si l'aide à domicile trouve porte close lors d'une intervention programmée, et que vous ne répondez pas, le service se réserve le droit de faire procéder à l'ouverture de votre logement en présence des autorités compétentes (pompiers, gendarmerie...).

Dès suspicion d'une situation de danger et/ou de maltraitance, l'aide à domicile est tenue d'en informer immédiatement le service. Celui-ci est dans l'obligation d'engager des mesures nécessaires dont éventuellement un signalement auprès des autorités compétentes.

LA FACTURATION

A chaque intervention, l'aide à domicile enregistre son intervention sur un appareil d'enregistrement, et valide cette intervention avec la carte magnétique remise à votre domicile. Ces enregistrements assurent l'effectivité de l'intervention et permettent la facturation. Les factures sont établies mensuellement par le service. Elles peuvent être réglées soit :

- par chèque à l'ordre du Trésor Public ;
- par prélèvement automatique (dans ce cas vous devrez signer un formulaire).

LES ASSURANCES

Le CCAS a souscrit une assurance responsabilité civile pour les éventuels dommages causés par les aides à domicile.

L'entretien du logement

L'aide à domicile est autorisée à :

- nettoyer le logement et ses accès, dont le palier, l'entrée, le balcon ;
- nettoyer les vitres accessibles par un escabeau adapté (3 marches maximum) ;
- refaire le lit ;
- nettoyer la vaisselle ;
- nettoyer les appareils ménagers (réfrigérateur, four, micro-ondes).



Pour permettre à l'aide à domicile de réaliser ces tâches, vous devez mettre à disposition le matériel en bon état et les produits d'entretien dont elle a besoin. Vous devez également lui permettre d'utiliser les commodités nécessaires à son travail (aspirateur, machine à laver, chiffons, serpillères...).

L'entretien du linge

L'aide à domicile est autorisée à :

- laver ;
- étendre ;
- repasser ;
- réaliser des petits travaux de couture.



Aide aux courses

Aide totale :

Cette aide peut être totale si vous rencontrez des difficultés pour vous déplacer. Dans ce cas, l'aide à domicile peut payer en argent liquide ou par chèque que vous aurez signé et sur lequel vous avez indiqué l'ordre. Elle doit justifier des dépenses par un ticket de caisse, ou un reçu qu'elle vous remettra.

Aide partielle :

L'aide à domicile peut aussi vous accompagner dans les magasins de proximité.

Aide aux repas

L'aide à domicile est autorisée à :

- préparer les repas ;
- surveiller la date limite de conservation des produits.



Soins d'hygiène

L'aide à domicile est autorisée à :

- vous aider à faire votre toilette, lorsque celle-ci est assimilée à un acte de la vie quotidienne, et qu'elle n'a pas fait l'objet de prescription médicale ;
- faire la toilette du dos et des pieds ;
- faire un shampoing ;
- aider un service de soins.

Habillage / Déshabillage

L'aide à domicile est autorisée à :

- faire l'habillage, dont mettre et enlever les bas de contention ;
- faire le déshabillage.

Aide à la personne

L'aide à domicile est autorisée à :

- prendre le temps d'échanger ;
- accompagner pour la promenade ;
- faire la lecture ;
- vous encourager pour participer aux tâches quotidiennes.

Aide aux transferts et aux déplacements

L'aide à domicile est autorisée à :

- vous lever ;
- vous coucher ;
- vous installer dans un fauteuil.

LES TÂCHES NE RELEVANT PAS DES AIDES À DOMICILE

Certaines tâches ne relèvent pas des missions d'une aide à domicile. Aussi l'aide à domicile n'est pas autorisée à effectuer :

L'entretien non courant du logement

- des gros travaux de nettoyage (cave, grenier, garage...) ;
- des lessivages de plafonds et de murs ;
- des travaux de peinture ou de tapisserie ;
- des travaux de jardinage ;
- des déplacements de mobiliers lourds ;
- le chargement d'une bouteille de gaz classique ;
- entretien de vitrages des vérandas.

Les soins d'hygiène qui relèvent de personnel soignant

(Service de soins infirmiers à domicile, infirmiers, ou autres personnels de santé)

- les toilettes sur prescription médicale ;
- la préparation de médicaments ;
- la coupe des ongles si vous êtes diabétique.

Les limites d'intervention de l'aide à domicile dans le cadre de l'aide à la personne

L'aide à domicile ne doit pas :

- intervenir en un autre lieu que votre lieu de vie ;
- poursuivre son intervention au-delà du temps de travail prévu ;
- donner ses coordonnées personnelles ;
- recevoir une rémunération, une procuration pour gérer des biens ;
- accepter les clés de votre logement sans avertir le service ;
- effectuer les démarches de gestion financière et patrimoniale (par exemple : utiliser votre carte bancaire, participer à un entretien avec le notaire,...) ;
- rendre service à d'autres personnes que vous-même pendant les heures de travail.

Tous les intervenants du service sont tenus au secret professionnel, au devoir de réserve, à la neutralité.

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ACCUEILLIE

Article 1er - Principe de non-discrimination

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

Article 2 - Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté

La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

Article 3 - Droit à l'information

La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers oeuvrant dans le même domaine.

La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

Article 4 - Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

1. La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;
2. Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.

3. Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en oeuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti. Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique.

La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

Article 5 - Droit à la renonciation

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines.

Article 6 - Droit au respect des liens familiaux

La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin.

Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ACCUEILLIE

Article 7 - Droit à la protection

Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes.

Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

Article 8 - Droit à l'autonomie

Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées.

Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et, lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

Article 9 - Principe de prévention et de soutien

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.

Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

Article 10 - Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie

L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

Article 11 - Droit à la pratique religieuse

Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

Article 12 - Respect de la dignité de la personne et de son intimité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti.

Hors la nécessité exclusive et objective de la réalisation de la prise en charge ou de l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.

ARRÊTÉ CONJOINT PORTANT DÉSIGNATION DES PERSONNES



Agence Régionale de Santé des
Pays de la Loire



Préfet de la Mayenne



Conseil Départemental
de la Mayenne

**Arrêté conjoint n° ARS-PDL/DT53/PARCOURS/2020/31
portant désignation des personnes qualifiées
de la MAYENNE**

LE PREFET DE LA MAYENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MAYENNE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
REGIONALE DE SANTE DES PAYS DE LA LOIRE

VU le code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.311-5, L 312-5, R 311-1, R 311-2 et D 146-10 et suivants ;

VU l'arrêté conjoint de désignation des personnes qualifiées du 13 janvier 2017 arrivé à expiration ;

SUR proposition de Monsieur le directeur général adjoint de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire, de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Mayenne et de Monsieur le directeur général des services du département de la Mayenne ;

ARRETERENT

Article 1^{er} : Toute personne prise en charge par un établissement ou un service social ou médico-social ou son représentant légal peut faire appel, en vue de l'aider à faire valoir ses droits, à une personne qualifiée qu'elle choisit dans la liste arrêtée à l'article 2.

Article 2 : Les personnes dont les noms suivent sont reconnues comme personnes qualifiées pour intervenir dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux :

- Monsieur GUIOULLIER Claude, chargé de mission au CEAS (centre d'étude et d'action sociale) de la Mayenne,
- Madame CHOISNET Claudine, ancienne directrice de la Direction de la Solidarité personnes âgées – personnes handicapées au sein du département de la Mayenne, membre de l'association ALZHEIMER 53, en retraite,
- Monsieur LEFRANÇOIS Bernard, psychologue et ancien directeur du Centre de Soins de la Bréhonnière à Astillé (retraité), président de l'association les 2 Rives, membre du conseil d'administration de l'ANPAA, secrétaire de l'association RIAM et trésorier de l'association Regards Cliniques,

QUALIFIÉES DE LA MAYENNE

Article 3 : Pour contacter la personne qualifiée de son choix, le demandeur d'aide ou son représentant légal doit faire parvenir sa demande par courrier à l'adresse suivante :

Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire
Délégation Territoriale de la Mayenne
Département Parcours
Cité administrative - rue Mac Donald – BP 83015 – 53030 LAVAL CEDEX 9

ou par courrier électronique à l'adresse suivante :

ars-dt53-parcours@ars.sante.fr

Article 4 : En temps utile et, en tout état de cause, dès la fin de son intervention, la personne qualifiée, mentionnée à l'article L. 311-5, informe le demandeur d'aide ou son représentant légal par lettre recommandée avec avis de réception des suites données à sa demande et, le cas échéant, des mesures qu'elle peut être amenée à suggérer, et des démarches qu'elle a entreprises.

Elle en rend compte à l'autorité chargée du contrôle de l'établissement, du service ou du lieu de vie et d'accueil et en tant que de besoin, à l'autorité judiciaire.

Elle peut également tenir informée la personne ou l'organisme gestionnaire.

Article 5 : Les personnes qualifiées susmentionnées présentent des garanties de moralité, de neutralité et d'indépendance.

Elles œuvrent ou ont œuvré dans le domaine de l'action sociale ou médico-sociale ou présentent des compétences en matière de connaissance des droits sociaux.

Elles ne peuvent détenir directement ou indirectement des intérêts particuliers quelle que soit leur nature ou être salariées, dans les associations, établissements, services ou lieux de vie et d'accueil intéressés par la demande.

Les personnes qualifiées sont tenues à une obligation de discrétion à l'égard des informations dont elles rendent compte.

La fin de mandat peut intervenir soit par démission, soit par décision conjointe de Madame la directrice de la délégation territoriale de la Mayenne de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire, de Monsieur le directeur de l'autonomie du Conseil Départemental de la Mayenne, de Madame la directrice de cabinet de la Préfecture de la Mayenne, notamment en cas de manquement à l'obligation de discrétion.

Article 6 : La durée de mandat des personnes qualifiées est de 3 ans renouvelable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté peut être annexé au livret d'accueil prévu à l'article L.311-4 du code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 8 : Dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification aux personnes qualifiées ou de sa publication pour les autres personnes, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes

Article 9 : Monsieur le directeur général adjoint de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire, Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Mayenne et Monsieur le directeur général des Services du Département de la Mayenne sont chargés, conjointement, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux personnes qualifiées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et du département de la Mayenne.

NANTES, le **- 3 NOV. 2020**

Le Directeur général de
l'Agence Régionale de Santé
des Pays de la Loire,



Jean-Jacques COIPIET

Le Préfet de la Mayenne,



Jean-Francis TREFFEL

Le Président du Conseil
départemental de la Mayenne,



Olivier RICHEFOU

PÔLE MAINTIEN À DOMICILE

Un accompagnement de proximité



CCAS DE LA VILLE DE MAYENNE



**Aide à domicile
Portage de repas**

**10 rue de Verdun - CS 60 111
53103 Mayenne cedex**

**02 43 30 47 84 • 02 43 30 48 51
aideadom@mairie-mayenne.net**

